

L'intégration européenne et le catholicisme en Allemagne (1945-1990)

Christoph Kösters

Pendant de longues années, l'intégration européenne est décrite comme un succès historique politique et économique. Le chemin d'Europe apparaît comme un procès dialectique des crises et convergences qui conduisent vers une unité profonde. Depuis peu de temps naissait un intérêt nouveau aux « coïncidences culturelles » de ce processus. C'est sur tout sur l'impact religieux, sur sa contemplation intérieure culturelle et sur son fondement identitaire.¹ On ne demande pas seulement de la contribution à l'histoire que les communautés religieuses en Europe ont apportée sur leur champ propre. Elles sont en même temps des acteurs qui essaient d'harmoniser plusieurs expériences et d'idées sur l'Europe. L'attention aux expériences faites est aujourd'hui en progression. A cause des crises économiques et politiques, l'idée d'Europe classique semble diminuer, ou même disparaître, c'est-à-dire il y a une divergence entre les expériences sociopolitiques et les idées identitaires de l'Europe.² Cet intérêt ne vient ni par hasard ni est-il tout neuf. En 1979, l'archevêque de Munich, Joseph Cardinal Ratzinger, constata que l'idée d'Europe se développe lorsqu'elle est confrontée aux modèles opposés.³

Avec raison, l'histoire de la démocratie chrétienne après 1945 en Europe fait partie du succès du processus d'unification et le catholicisme politique a obtenu un poids certain. Le chancelier allemand, Konrad Adenauer, le ministre des affaires étrangères, Robert Schumann, et l'Italien, Alcide de Gasperi – tous les trois catholiques – sont regardés comme des pères fondateurs de l'Europe. Les critiques remarquent avec raison, qu'on ne peut pas éprouver clairement entre une politique guidée par une politique intéressée et l'appartenance à l'Eglise catholique de ces acteurs. Ils ajouteraient à la narration identitaire classique seulement une variante christ démocrate ou catholique.

Alors, quelle est la contribution du catholicisme en Allemagne à l'intégration européenne si la réponse n'est pas seulement une preuve historique du chemin, que le CDU d'Adenauer a pris ? Ce qui suit veut essayer d'ouvrir la perspective : Aux expériences politiques du catholicisme allemand comme porteur d'un nationalisme qui est intégré dans une idée européenne, le christianisme a joué un rôle sous exposition dans la réconciliation incluse dans un glaci politique « international ». Ces expériences sont insolublement liées aux efforts d'unir le christianisme à l'idée de l'Europe comme une vision d'une Europe chrétienne.

Les Katholikentage depuis 1945 essaient de se placer en s'orientant soit à l'intérieur de l'Europe aussi bien à l'intérieur de l'espace catholique que dans l'espace culturel politique et social. Cependant, le catholicisme des laïcs, qui est sûr de sa propre valeur, a toujours agi en accord avec l'épiscopat et au début aussi étroitement avec le Pape et le Saint Siège représenté aux parquets internationaux par ses représentations diplomatiques. Si on regarde cette constellation catholique en général comment

l'effet et la signification de ses activités européennes et les narrations identitaires dépendaient de sa mémoire culturelle et son héritage religieux comme partie du changement dynamique de la démocratie et de la société.

Ceci dit, le catholicisme allemand apportait une contribution partielle à l'intégration européenne. Si l'interaction de l'œcuménisme ne peut être abordé que brièvement on ne veut pas nier leur contribution importante au discours historique de l'Europe. Sous cette prémisse est premièrement décrit le commencement, après 1945, par le « rideau de fer » qui fut de l'Europe un espace confessionnelle du christianisme. En deuxième lieu est décrit comment les catholiques se sont engagés, portés par un enthousiasme pour l'Europe, pour l'amitié franco-allemande. Qu'Adenauer, Schuman et De Gasperi sont vus comme « Pères Fondateurs » d'une Europe unifiée est explicable par le changement des relations avec la France. Troisièmement il est demandé comment le paradigme du Concile Vatican II de l'Eglise catholique a influencé le débat a la longue des années soixante sur l'identité de l'Europe. Et finalement, quelle influence a eu la réconciliation avec la Pologne pour le catholicisme allemand, liée aux efforts de la politique religieuse du Pape Jean-Paul II. pour ouvrir l'Europe pour « l'Est ». En tout on verra comment la contribution spécifique du catholicisme pour une intégration européenne existait dans une politique symbolique religieuse qui est historiquement sous-estimée, politiquement très efficace et qui doit être décodée.

1. L'Europe de l'ouest un espace confessionnel catholique.

« L'Europe sera chrétienne ou elle ne sera point. »⁴ Le dit du philosophe des religions catholique, Roman Guardini, exprimé en 1946 décrit bien l'importance donnée à la religion chrétienne pour ce moment et pour l'avenir de l'Europe. Malgré – où comme beaucoup croyaient – à cause des deux guerres mondiales marquées par une violence extrême le christianisme est devenu la religion dominante au début du 20^{ième} siècle. Herbert Aufhofer constata, avec une fierté certaine, dans le « Staat-slexikon » de 1959 l'avantage quantitatif des catholiques.⁵ L'Europe a une population d'environ 550 Mill. donc 212 (38,5%) catholiques, 120 Mill. protestants (22 %) et le reste, une quantité négligeable, sont orthodoxes ou sans confessions ou il font partie de la minorité musulmane ou juive ou encore d'une autre minorité religieuse. Le catholicisme est important dans les pays du sud, de l'ouest et de l'est de l'Europe. Pour l'est de l'Europe, ce n'est pas seulement la Pologne mais aussi les catholiques slovaques, croates, hongrois et lituaniens. L'Europe du nord et central, l'Allemagne incluse, sont en majorité protestants. Les Eglises orthodoxes se concentrent sur le Balkan et sur la partie européenne de l'Union soviétique. La plupart des Etats connaissent une séparation entre la politique et l'église, excepté Italie et Espagne, les Etats scandinaves et la Grèce connaissent une Eglise de l'Etat comme aussi la Grande Bretagne avec l'Eglise anglicane.

La perception de l'Europe souffre du fait qu'après 1945 la plus grande partie de l'Europe centrale et de l'est se cache derrière le rideau de fer. L'Europe se limite pratiquement aux Etat de l'ouest, du sud et du nord. L'Autriche catholique et la République Fédérale d'Allemagne sont devenues pendant la guerre froide des postes

avancés à la longue de la ligne idéologique. Dans les années cinquante le père pré-moñtré et fondateur de l'œuvre catholique « Eglise en détresse », Werenfried van Straaten, forçait la construction des « forteresses divines » au long de la frontière entre les deux Allemagnes.⁶ La différence de la conception du monde entre Ouest et Est était, surtout au début, chargée religieusement. L'Europe chrétienne était devisée entre Ouest avec une liberté religieuse et l'Est avec une oppression religieuse. Nulle part ailleurs, cette division était plus visible qu'à Berlin en 1961 lorsque le mur et les fils barbelés au long de la séparation des secteurs ont divisé la ville et la paroisse St. Michael était divisée en deux.⁷

Statistiquement l'Eglise catholique apparaît comme gagnant par la séparation. Mais les chiffres impressionnants d'Aufhofer cachent les changements religieux après 1945 par les fuites et les expulsions des pays de l'Est de l'Europe : les états baltiques, la Pologne, l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie. En Pologne, les Etats vainqueurs de la 2^{ème} Guerre mondiale ont créé, par les nouvelles frontières un Etat-Nation ethnique et catholique homogène. En Allemagne l'évolution se passait autrement : Le Deutsche Reich, dominé par le protestantisme, devenaient une République Fédéral avec une population religieuse presque équilibrée, visible dans la fondation du parti CDU interconfessionnel orienté vers l'avenir. Cependant, la séparation confessionnelle entre des deux grandes Eglises durera. Les réfugiés venus avec leurs expériences culturelles et religieuses⁸ rencontrent une religiosité populaire des autochtones. Les frontières classiques confessionnelles et leurs milieux sociaux ont été sous pression par la politique conservatrice de l'époque du chancelier Adenauer. En plus, dès le début des années soixante la pratique religieuse des chrétiens en général et des catholiques en particulier est en régression constante.⁹ L'historien français, René Rémond, a décrit le changement profond de la pratique religieuse des chrétiens et la disparition des symboles religieux comme une « désacralisation du temps » ; l'historien allemand, Thomas Großbölting parle du « ciel perdu ».¹⁰

Les contemporains chrétiens ont analysé le processus qui dure encore comme les résultats de l'industrialisation, de l'urbanisation moderne et comme la suite du bien être depuis la guerre. La critique par des responsables des Eglises du « matérialisme pratique » d'une sécularisation en marche de la foi chrétienne est visible comme un fil rouge à travers des prises de position nombreuses pendant ces années. Les responsables des Eglises s'unissent involontairement avec des critiques athéistes et agnostiques qui disent la même chose mais eux, ils arrivent à la conclusion que le christianisme en particulier et la religion en général arrivent à leur fin dans le temps moderne.¹¹ Dans la discussion catholique de l'avenir d'une Europe chrétienne se reflète les expériences de la sécularisation de deux façons : le danger par le matérialisme pratique de l'Ouest et par le matérialisme théorique de l'Est.

2. Après 1945 : Réconciliation avec l'ennemi héritier français.

Le commencement de l'histoire européenne après la 2^{ème} Guerre mondiale était marqué par une expérience de la rupture culturelle. L'Europe était dévastée par deux guerres mondiales pendant une époque de trois générations – avec des répercus-

sions catastrophiques : la décomposition des Etats, la création des sociétés nationalistes instables par des opérations de dépuración ethnique, des oppressions et persécutions des chrétiens, et surtout l'extermination du judaïsme européen dictée par une idéologie raciste. Ces expériences sont à l'origine du soutien social du mouvement pour une Europe unifiée depuis le deuxième partie des années quarante. L'agenda politique pour cette Europe était d'abord dicté par les « fédéralistes ». Ils étaient pour un Etat fédéral avec un gouvernement supranational. Ils ont repris les impulsions des idées paneuropéennes ces années et formulées surtout par l'écrivain autrichien Richard Nikolaus Graf Coudenhove-Kaiergi et du ministre des affaires étrangères Aristide Briand.¹²

Dans l'Eglise catholique, le Pape Pius XI. a pris l'initiative après la Première Guerre mondiale, fidèle à sa devise « Pax Christo in regno Christi », en mettant sur l'ordre du jour que les catholiques s'engagent pour une Europe de paix. Il créa « l'Action Catholique » pour restaurer le Royaume du Christ-Roi. En 1925, il instaura la fête Christ-Roi pour soutenir ce mouvement avec un symbole religieux. D'autres organisations et groupes d'initiative ont rejoint cette campagne spirituelle et morale, comme l'organisation fondée en 1919 par le prêtre diocésain de Fribourg i. Br., Max Josef Metzger et connu depuis 1927 sous le nom « Association du Christ-Roi ». Elle faisait aussi parti des groupes fondateurs du mouvement catholique pour la paix, ensemble avec le groupe œcuménique Una Sancta en Allemagne. En Rhénanie, un groupe d'intellectuels autour de la revue « Abendland » cherchait depuis des années 1920 pour trouver une entente avec la France. Le romaniste de Bonn, Hermann Platz, proclamait avec ses amis le christianisme comme une force culturelle et utile à la collectivité pour l'Europe et prenait sa distance vis-à-vis des nationalistes, racistes et adhérents de la Société des Nations et des paneuropéens.¹³

La discussion après 1945 concernant des points communs en Europe et des prises de position de personnages connus comme Romano Guardini ont repris ses arguments.¹⁴ La position catholique primordiale dans l'ensemble des prises des positions concernant l'Europe a été prise par le Pape Pie XII. Il voyait l'Europe comme « porteuse du message civilisateur de l'Eglise » dans un monde déchiré entre les deux puissances, à l'ouest et à l'est.¹⁵ Le Pape ne pensait pas à une restauration de la *societas christiana* du Moyen Age. Au contraire, il voulait actualiser l'idée fondatrice de cette vision. Il était convaincu que l'Europe puisse se détourner de la sécularisation et son passé totalitaire récent et trouver la paix seulement lorsqu'elle se souvient de sa tradition chrétienne avec la synthèse de religion, moralité et civilisation.¹⁶ La reconnaissance de St. Benoît – le fondateur du monarchisme chrétien à la période du passage de l'époque romaine et chrétienne à la période du Moyen Age chrétien - à l'occasion de sa mémoration de la 1400^{ième} année de sa mort en 1947 - à donné une signification historique lourde de conséquence à cette vision de l'Europe du Pape.¹⁷ En 1964, le Pape Paul VI. a déclaré Saint Benoît Patron de l'Europe.¹⁸

Les premières Initiatives pour une réconciliation avec le voisin français, l'ennemi héréditaire, naissent dans ce climat spirituel et culturel et du désir d'une intégration européenne dans le catholicisme allemand.¹⁹ Déjà avant que des activistes catholiques

de France, de la Grande Bretagne, de la Suisse et d'Allemagne ait organisé régulièrement des « Rencontres de Genève » à partir des années 1945 ou des « Equipes Internationales Nouvelles » pour lancer des initiatives politiques, d'autres avaient déjà pris des initiatives spirituelles et religieuses pour la réconciliation : Peu après la libération de la France, en mars 1945, l'Evêque Pierre-Marie Théas avec 39 confrères français ont organisé le « chemin de la croix de la réconciliation » entre l'Allemagne et la France. Leur appel a été entendu des deux côtés du Rhin et, à sa suite de nombreux groupes « Pax Christi », ont été fondés²⁰

Les pèlerinages des grands groupes des croyants transgressaient les frontières avec leurs grandes croix de la paix. Un prêtre belge notait, « il est étonnant de voir que nos concitoyens ont oublié devant cette croix d'Aix-en-Chapelle tout ce que la croix gammée d'Allemagne leur a fait, il y a quelques années seulement. Les participants pratiquaient, dans une façon de prier autrement, silencieusement les codes classiques des rites des actes de pénitence : priant en allant en pèlerinage comme signe de regret et d'expiation suppléant l'injustice commise par des Allemands et des Français, c'était le grand prélude pour les grandes rencontres de réconciliation en 1947 et 1948 dans les deux lieux de pèlerinage Lourdes du côté français et Kevelaer du côté de l'Allemagne. En 1949, une délégation des évêques de France et d'Allemagne se s'est rencontrée à Bühl au Bade où Pax Christi a érigé en 1952 la croix de la réconciliation. Finalement, en 1953/4, des catholiques allemands et français ont construit l'Eglise de la Paix à l'ombre de la cathédrale de Speyer. Elle est consacrée à Bernard de Clairvaux, le grand abbé cistercien, grand mystique chrétien et le prédicateur de la croisade.²¹

Le premier pas vers l'intégration de l'Europe n'était pas l'œuvre « de l'Internationale Noire » indépendamment des activités et des symboles culturels qui dominaient la zone frontalière franco-allemande comme craignait un diplomate anglais²². Les Représentants des trois pays importants de l'Europe de l'Ouest ont créé en 1951 « La Communauté Européenne du charbon et de l'acier » (Montanunion) comme un groupe de pression économique transfrontalier. Cependant, son succès et son importance pour l'intégration européenne n'était pas claire du tout dès le début. Le fait que le chancelier allemand, K. Adenauer, le ministre des Affaires Etrangères français, Robert Schuman et son collègue italien, Alcide de Gasperi, ont été des chrétiens démocrates convaincus et ancrés dans la tradition catholique étaient indiscutablement favorables au projet politique et économique. Le contrat international de la fondation d'une Communauté Européenne Economique (CEE), signé à Rome en 1957, faisait rentrer aussi les trois pays Benelux. C'était en les premiers pas irréversibles qui mettaient l'intégration européenne sur un fondement solide.

Les déclarations ecclésiastiques multiples et lettres pastorales du Pape Pie XII et des évêques allemands qui mettaient l'accent sur les valeurs chrétiennes et occidentales et leur réfutation absolue du communisme totalitaire, provoquaient du côté politique aucune critique. Au contraire²³, il y a eu seulement un petit pas pour donner une image de l'Europe peinte par une couleur catholique : « L'Europe doit être chrétienne ou elle n'existera point ! » déclara l'Evêque Stimpfle d'Augsburg en 1973. « Schumann,

De Gasperi et Adenauer, les grands européens et pères d'une Europe unie, étaient conscients de cela. Ils n'ont compris l'unité du continent européen pas seulement comme une nécessité politique et économique mais aussi comme une exigence logique par le passé et pour un avenir chrétien.²⁴

3. Dans les longues années de 1960 : La liberté religieuse, les droits de l'homme et la Démocratie.

Dans le catholicisme allemand une désillusion s'est répandue dès les années 1960 malgré des efforts énormes de l'unification politique et économique en Europe dans les années après la guerre. Les motivations religieuses de la génération marquée par la guerre pour une réconciliation avec la France ont perdu, semble-t-il, son attraction. Une étude interne du Comité Central des Catholiques (ZdK) constate que « contrairement à la collaboration politique très développée, la conscience de l'appartenance au catholicisme européen n'est pas très développée surtout parmi les laïcs.²⁵ La question des fondements idéaux et spirituel ou de l' »âme « pour l'Europe se pose de plus en plus. Les catholiques cherchent des réponses aux défis actuels et qui demandent un changement de paradigme dans l'Eglise catholique autrement qu'en 1945.

Le catholique Ernst-Wolfgang Böckenförde, spécialiste du droit public, a interprété la reconnaissance de la liberté religieuse de l'Eglise catholique par le Concile Vat. II comme une « révolution copernicienne ».²⁶ La déclaration « Dignitas humanae » jette un nouveau regard sur l'Eglise et sur la vision du monde. La reconnaissance de la liberté religieuse individuelle comme partie intégrante de la dignité humaine était en opposition à la tradition de l'Eglise non contestée jusqu'au début des années 1960. Les vérités religieuses et la défense absolue de la liberté n'étaient plus défendues par le fait que l'Eglise est l'autorité absolue de la définition des vérités de la foi, mais par la liberté personnelle de l'homme. Ce changement de perspective a des conséquences importantes et oblige d'ajuster les relations entre l'Eglise et la liberté sociale, l'Eglise et la liberté de conscience et finalement entre l'Eglise et l'Etat. La constitution pastorale « Gaudium et spes » faisait une évaluation optimiste de la situation et orientée à tous les hommes et prenait aussi position positive vis-à-vis l'ordre démocratique et social (GS 75).²⁷

La condamnation des libertés modernes par le Pape Pie IX., il y a un siècle, en 1864, par le syllabus errorum fait partie de l'histoire. La défense de l'Eglise des droits de l'homme contre chaque violation en général et de la liberté religieuse en particulier est son devoir pour l'avenir. Dans les années 1960, l'époque de la décolonisation, chaque forme de mission contraire à la conversion libre est condamnable. Le Pape Paul VI a ouvert une perspective globale en donnant à l'Europe le rôle de faire progresser la justice et la paix dans le monde entier : « L'héritage culturel, moral et religieux riche de l'Europe, imprégnée par le christianisme, apparaîtra aux yeux du monde entier. »²⁸

Depuis toujours, le Saint Siège est attentif à garder son indépendance et sa neutralité face aux pouvoirs politiques. En vu de cela, l'Eglise catholique avec le Pape Pie IX, a commencé à accompagner institutionnellement le processus d'intégration. Les initiatives pour l'institutionnalisation ont commencé avec les ordres catholiques actifs au niveau international. A l'invitation de l'évêque de Strasbourg, les Jésuites ont ouvert, en 1956, comme premiers un « Secrétariat catholique pour des questions européennes » (OCIPE) pour donner une information continue des travaux du Conseil de l'Europe. En 1963, il a reçu un statut officiel lorsqu'on a ouvert un deuxième bureau auprès des Institutions Communautaires de Bruxelles. C'est un signal pour l'engagement actif du Saint Siège pendant des années difficiles du processus de l'unification de l'Europe. Parallèlement et comme une suite du Concile, les évêques d'Europe ont commencé une collaboration permanente sur les questions actuelles de la pastorale.

Avec l'accréditation d'un Nonce apostolique auprès des Institutions de la Communauté Européenne à Bruxelles, en 1970, et avec la création du « Conseil des Conférences Episcopales d'Europe » (Consilium Conferentiarum Episcoporum Europae – CCEE), ensemble avec les Conférences derrière le rideau de fer, une année plus tard, l'Eglise catholique est bien établie politiquement et pastoralement au niveau de l'Europe seulement quelques années après le concile. En 1980 fut installés, à Bruxelles, la Commission de l'Episcopale auprès de la Communauté Européenne (Commissio Episcoporum Communitatis Europensis = ComECE), pour participer activement au dynamisme du processus de l'unification européenne.²⁹ Les laïcs catholiques ne possèdent par contre aucune plateforme institutionnelle ou des réseaux. L'appel de Hanna-Renate Laurien, ministre de la culture en Rhénanie-Palatinat et une catholique engagée pour le création d'un « Comité central des Catholiques Européens » n'a pas été entendue.³⁰

La « Conférence pour la Sécurité et Coopération européenne » (CECE) a terminé son travail après deux ans en 1972, à Helsinki, avec la signature de l'acte final qui marque le changement de la politique étrangère de la guerre froide à la politique de détente entre l'Est et l'Ouest dès années 1970. Le changement n'a pas commencé avec les clauses de non-ingérence qui n'étaient que l'enveloppe sympathique des accords internationaux existants, mais du « paragraphe utopique » suivant.³¹ Grâce aux travaux de la diplomatie vaticane patiente et de la Conférence des Eglises d'Europe (CEC) les Etats signataires se sont engagés de respecter « les droits de l'homme et des libertés fondamentales, y incluses des libertés de pensée, de conscience, de religion ou de convictions pour tous, sans distinction de race, du sexe, de langue ou de religion. »³²

Les conséquences que les Eglises chrétiennes sabateront les fondations idéologiques des Etats socialistes de l'Est, n'étaient pas prévisibles dans les années 1970/1980. Un autre défi dictait l'ordre du jour : l'élargissement de la Communauté Européenne vers le Nord depuis l'année 1957 avec la Grande Bretagne, Irlande comme le Danemark en 1973, vers le Sud avec la Grèce en 1981, Espagne et le Portugal en 1986 et l'UE s'identifié de plus en plus à l'idée classique de l'Europe,

mais la recherche un concept nouveau pour remplacer l'idée d'un Occident chrétien se montrait très difficile. La déploration de la sclérose européenne au début des années 1980 n'a pas eu seulement des raisons économiques. L'Archevêque de München, Josph Ratzinger (devenu Pape Benoît XVI), à l'âge de 58 ans, a essayé de relancer la réflexion sur le développement politique, social et ecclésiastique, qui s'est estompé après la mort du Pape Pie XII. Il a développé une vision chrétienne d'une Europe démocratique.

Ses remarques ont été claires : L'union archaïque entre le droit du tribut et la religion comme en Islam ou aussi le marxisme comme une valeur séculariste, antireligieux, seulement attaché au but d'un renversement révolutionnaire, est opposée à l'image qu'elle se fait d'elle-même. L'apparence critique d'une société dominée par une sécularisation, une autonomie de la raison sans limite, un pluralisme des valeurs et de la foi en Dieu privatisée rendent possible des images opposés. Cependant, l'identité de l'Europe est fondée sur la connexion antique de la démocratie au droit équitable (Eunomie) par le christianisme qui unit la foi juive avec l'esprit greque. L'idée de l'Europe comme une res publica christiana et l'héritage des temps modernes d'une distinction rationnelle entre foi et droit et aussi la liberté de la foi et de la conscience comme aussi des droits de l'homme qui en sont des résultats. Pour l'archevêque de München, l'avenir de l'Europe est basé sur une démocratie qui respecte les valeurs religieuses et morales comme aussi la liberté de conscience et les droits de l'homme. Elle comprend son intérêt public globalement comme un service à l'ordre de la paix et une participation aux biens matériels. La vraie démocratie est opposée à la « Nation » et à la « révolution du prolétariat ».³³

Dans le respect de la démocratie, attachée aux valeurs, comme le fondement de l'intégration future, le Premier Ministre belge, Leo Tindemans, est d'accord avec l'Archévêque de München. Lorsque l'Homme politique et catholique convaincu de la deuxième génération déclara pendant le Katholikentag en 1978 conformément avec le Concile Vat. II les points forts d'une Europe chrétienne : « L'Europe sera démocratique ou ne le sera point. Pas une démocratie populaire mais une, dans laquelle (...) aussi les religions ont leur place pour s'épanouir librement (...) L'Europe ne deviendra pas un continent des haines, ni entre nations ni entre classes, mais un continent de la collaboration et en bonne intelligence (...) Les pays qui oppriment la liberté ou quelques libertés, peu importe les raisons, ne peuvent pas empêcher que leur peuple regarde vers l'Europe comme quelque chose enviable.³⁴

4. Dans les années courtes de 1980 : L'avant-garde de la réconciliation allemande-polonaise et les pionniers d'une Europe nouvelle.

La refus du nationalisme faisait partie du canon sur l'Europe dès le début. L'approche à l'ennemi français héritier, après 1945, a montré que le catholicisme et l'Eglise n'ont pas pu échapper à l'histoire sombre des deux guerres mondiales. La pensée ethnique et nationale de l'ordre politique a dominé en Europe de 1919/20 et 1945 et il était impossible de séparer la Nation et l'Eglise. Le Katholikentag en 1962 à Freiburg i. Br. a mis en avant le droit naturel de

l'existence et l'épanouissement de tous les peuples ou groupes ethniques. Le point de vue a été élaboré par Herbert Czajas, originaire de la Silésie, engagé politiquement pour les intérêts des réfugiés allemands et avocat de leur droit sur leur terre natale dans une Europe unifiée.³⁵ Cette déclaration était fortement critiquée quelques ans plus tard par le Katholikentag à Essen en 1968. Les prises des positions de l'Eglise concernant de l'Ostpolitik sont à revoir dans la politique de la paix pour l'Europe.³⁶ La discussion autour de la reconnaissance de la frontière Oder-Neiße ente l'Allemagne et la Pologne était très discutée dans une Allemagne divisée aussi dans le CDU d'Adenauer auquel beaucoup de catholiques allemands sont affiliés.

Willy Brandt a remarqué dans ses souvenirs que les églises devancé beaucoup plus tôt dans sa politique de détente « changement par la détente ».³⁷ Le jugement du chancelier social-démocrate ne faisait pas seulement une référence à la conférence d'Egon Bahr, membre du même parti, tenue en 1963 à Tutzing a ouvert une longue controverse concernant la politique de l'Est. Au printemps 1964, un petit groupe de la section allemande de Pax Christi a donné un signe remarquable de sa volonté pour une réconciliation par un pèlerinage de pénitence à Auschwitz.³⁸ Le groupe a rencontré le jeune Archevêque de Cracovie, Karal Wojtyla, devenu Pape Jean-Paul II. Il était un interlocuteur ouvert qui a su interpréter l'action dans sa dimension religieuse et politique. A la fin du Concile en 1965, les évêques polonais ont adressé ce message prophétique « Nous vous pardonnons et nous demandons d'être pardonnés » aux confrères allemands qui était perçu comme une action de pertinence et de pardon.

L'importance communicative de ces actes a une importance de symbole sans égale et se joue dans un espace politique comme aussi la réconciliation franco-allemande. Contrairement aux actions immédiatement après la guerre, le groupe des activistes de Pax Christi s'engage politiquement. En mettant le doigt dans la blessure, le groupe rouvre la plaie de la mémoire apparemment fermée et lance la campagne pour un « don de la solidarité » aux victimes des camps de concentration. Un effet de cette campagne des laïcs et soutenue par l'episcopat est la création. en 1973« de l'œuvre de Maximilian Kolbe ». Son effort pour la réconciliation et la rencontre reste en butte aux problèmes frontaliers et à la merci des fluctuations nationales mais en même temps ils ont créé un réseau interpersonnel solide avec les victimes polonais. Cette initiative a été soutenue par le journaliste Stanislaw Stomma et le groupe du ZNAK. L'importance de l'œuvre-Maximilian-Kolbe s'est montrée en 1981/82 lorsque la Pologne était au gouffre économique et de la crise d'approvisionnement. La crise a provoqué une vogue de soutien internationale avec une très forte participation des catholiques allemands. Ce soutien « d'en bas » a influencé très positivement le processus de la réconciliation.

L'appel du président du Comité central des catholiques (ZdK), Hans Maier, aux responsables politiques dans les gouvernements et partis, de ne pas abandonner la Pologne à elle seule dans ce combat pour la liberté et l'autodétermination n'était pas très écouté par le gouvernement social-libéral. Les événements en Po-

logne ont sonné pour annoncer le début de la fin de l'admiration pour le socialisme d'Etat en Europe.³⁹ Une fois de plus, un nouveau pape fut élu en un moment de changement de marée comme deux décennies au paravent par l'élection du Pape Jean XXIII. En octobre 1978, pour la première fois dans l'histoire de l'Eglise catholique un polonais, le Pape Jean-Paul II, fut élu comme responsable de l'Eglise catholique.

Karl Wojtyla, alors Archevêque de Cracovie, a déclaré à Cologne pendant la rencontre avec des évêques allemands et polonais que l'approchement des cultures et des Eglises de deux peuples est l'élément important du nouveau visage de l'Europe et du monde.⁴⁰ Le Pape a nommé, à la fin de l'année 1980, le St. Benoît et les apôtres slaves St. Cyril et Méthode comme patrons de l'Europe. Avec cette nomination il a exprimé clairement sa vision de l'Europe.⁴¹ Il a mis la nouvelle évangélisation comme le devoir de l'Eglise contre l'acceptation de la modernité, la sécularisation et le relativisme. Il a mis en avant l'Eglise comme alternative contre le compromis avec le marxisme de ses prédécesseurs. Jean-Paul II a mené le combat contre l'athéisme à l'Est et contre la société de consommation à l'Ouest. Son tempérament marqué par le catholicisme combatif polonais a déclaré publiquement : « L'Europa a besoin du Christ ! (...). La crise de la civilisation (Huizinga) et la disparition de l'Occident (Spengler) sont des signes pour l'actualité urgente et la nécessité du Christ et des Evangiles. L'homme est l'image de Dieu et il est, d'après la théologie grecque si aimée par Cyrille et Méthode et approfondie St. Augustin, la racine de l'Europe. (...)»⁴² L'unité spirituelle et morale de l'Europa a pour le Pape deux sources traditionnelles le christianisme de l'Est et de l'Ouest.

Les déclarations ecclésiastiques concernant l'Europe mettent les accents suivant en avant : La paix, la justice, la dignité humaine et la liberté religieuse depuis le changement des pontifes et dans la clarté avec laquelle elles sont exprimées montre aussi le changement politique et mental à l'intérieur de l'Eglise. Les effets politiques marqués aussi par sa présence publique qui ont eu une influence énorme soit en Pologne soit en Europe. L'historien britannique, Tony Judt, a formulé une conclusion très fine : « Le Pape n'a eu aucune division, comme disais une fois Staline. Mais Dieu n'est pas toujours du côté des bataillons du plus fort ! »⁴³ Indépendamment de la personnalité charismatique forte du Pape Jean-Paul II, le représentant du Saint Siège auprès des conférences successives des Conférences pour la sécurité et la coopération en Europe rappellera toujours, dans l'esprit d'Helsinki, de respecter les droits de l'homme et la liberté religieuse. La « Rencontre catholique de Dresde » de 1987, dans une Allemagne divisée, a réfléchi sur le changement du rôle à jouer par les catholiques minoritaires en RDA : Le Cardinal Meissner de Berlin disait dans son homélie devant des milliers : « L'Eglise et les chrétiens en ce pays veulent mettre au service de la société leur responsabilité et leur compétence sans suivre une autre étoile que celle de Bethléem ».⁴⁴ La rencontre des catholiques donna un point de référence et une conscience aux catholiques de faire partie de la société civile en diaspora de la

RDA et a rendu possible d'entrer dans la « Réunion œcuménique pour la justice, la paix et la sauvegarde de la création » avec l'autorisation des évêques.⁴⁵

Le ZdK dans la République Fédérale employa les mêmes arguments mais mettra les accents autrement. Le ZdK insista fortement sur le fait de mettre le processus vers l'unité politique sur un fondement démocratique constitutionnel : La jurisprudence de la Cour Européenne, le système monétaire et la Collaboration politique européenne comme instrument de la coordination comme aussi l'acte européenne unificatrice sont des signes marquants du progrès couronné. « Le temps est mur pour une décision » insista un plaidoyer en 1987 pour une union fédérale européenne d'après le modèle de la République Fédérale après trente ans de la signature des traités de Rome.⁴⁶ Les droits fondamentaux et les droits de l'homme sont déjà mis en valeur avec la constitution et avec la convention européenne des droits de l'homme pour tout pays membre en 1950. Elles sont des biens et des expressions d'un héritage européen commun qui est le fondement absolu de la communauté des nations. Les conquêtes des guerres séculières qui sont dès maintenant l'histoire commune des européens, peuvent renforcer la conscience d'être membres d'une seule union.⁴⁷

La dynamique pour la création d'une union économique et financière a mis au deuxième rang la demande des catholiques laïcs depuis des années 80. La décision de Schengen (Luxembourg), en 1980, de supprimer progressivement les contrôles aux frontières intérieure et la réforme financière commencée par Jacques Delors, en 1987, a retardé l'élaboration d'une constitution européenne jusqu'en 1992 lorsque l'Union Européenne a été déclarée à Maastricht comme une nouvelle étape importante. Les catholiques laïcs se savaient en accord avec le chancelier Helmut Kohl qui se voyait lui-même comme l'héritier de Konrad Adenauer.

Pologne – 10 ans, la Hongrie – 10 mois, RDA – 10 semaines, la Tchéquie – 10 jours » était écrit sur un transparent attaché à la tour de la télévision de Prague par les démonstrants heureux lors de la démission du gouvernement le 29 novembre 1989 et a mis en évidence l'évolution rapide de la politique avec une formule, à la fois, populaire et pénétrante. La vitesse vertigineuse de la révolution paisible dans les pays de l'Est a fait écrouler l'architecture du bloc dans « au cours du 20^{ème} siècle » a surpris même les acteurs dynamiques du processus de l'intégration européenne.

Le chancelier allemand qui a assimilé l'histoire de l'Europe comme peu d'autres de la classe politique, regarde la Pologne, l'Hongrie et la Tchécoslovaquie comme une partie intégrante de l'Europe. Les mérites historiques sont attribuées à Helmut Kohl d'avoir gagné les alliées comme aussi les voisins d'Allemagne pour l'unification d'Allemagne et pour une Union européenne renforcée. Le fait n'était pas planifié mais il est symbolique : Le 9 novembre lorsque la nouvelle de la chute du mur de Berlin est arrivée à Varsovie, Kohl en visite chez le gouvernement du dissident Tadeusz Mazowiecki, a interrompu la visite pour aller à Berlin

et puis il retourna pour terminer la visite d'Etat. Le chancelier était accompagné par les représentants laïcs du catholicisme comme Bernhard Vogel et Elisabeth Erb, tous les deux engagés dans la réconciliation avec la Pologne. En même temps, les évêques allemands défilaient à Rome, sans discontinuer chez le Pape polonais, Jean-Paul II. Le fait que l'Eglise catholique en Allemagne a soutenu la reconnaissance en droit international la frontière d'Oder-Neiße, a signalé la fin du conflit Est-Ouest. L'érection du diocèse Görlitz, en 1994, a apporté un élément important de l'Eglise pour une Europe nouvelle.

Finalement, Le catholicisme laïc a choisi Berlin unifié, un lieu très symbolique, pour le 90^{ème} Katholikentag en 1990. Le Comité Central des Catholiques et les membres du Comité commun des Catholiques dans la RDA et les représentants de la Pastorale laïque de la circonscription juridique de la Conférence des Evêques de Berlin ont publié leur adhésion et leur confession de la responsabilité chrétienne pour « un avenir commun en Allemagne, en Europe et dans le monde » avec un pathos légitime : « Nous sommes des témoins d'un changement radical : L'Allemagne a retrouvé son unité après une séparation longue, l'Europe a pris le chemin pour un avenir en liberté et en paix et des forces se sont libérées pour prendre des responsabilités dans le monde. Nous, catholiques allemands, nous voulons collaborer pour que les énergies libérées réalisent plus de démocratie, plus de justice, plus de paix et plus de garde de la création pour que notre monde ait de plus en plus UN monde uni ». ⁴⁸

¹ Wirsching, Andreas: Der Preis der Freiheit. Geschichte Europas in unserer Zeit. München 2012. S. 348.

² Adrea Rödder: Geschichte 21.0. Eine kurze Geschichte der Gegenwart. München 2015. S. 299.

³ Joseph Kardinal Ratzinger: Europa – Verpflichtendes Erbe für die Christen. Referat anlässlich der Tagung „Europa und die Christen“ der Katholischen Akademie in Bayern in Straßburg, 25.04.1979. In: Schwarz, Jürgen (Hrsg.): Katholische Kirche und Europa. Dokumente 1945-1979). München-Mainz 1980. Dok. 198, S. 500.

⁴ Zi. n. Friedrich Kardinal Wetter: Kirche in Europa (Schriften der Katholischen Akademie in Bayern). Düsseldorf 1979. In: Schwarz (Hrsg.): Die katholische Kirche und das neue Europa. Dokumente 1980–1995. Teil I. Mainz 1996. Dok. 59, S. 351.

⁵ Aufhofer, Herbert: Artikel „Europa - III. Religiöse Verhältnisse. In: Staatslexikon. Recht, Wirtschaft, Gesellschaft. Hrsg. v. d. Görres-Gesellschaft . Bd. 3: Erbschaftssteuer bis Harzburger Front. T., völlig neu bearb. Aufl. Freiburg i. Br. 1959. Sp. 84-85. Maier, Hans: Europa und die Kirchen. In: Weilemann, Peter R./Küsters, Hanns Jürgen/Buchstab, Günter (Hrsg.): Macht und Zeitkritik. Festschrift für Hans-Peter Schwarz zum 65. Geburtstag. Paderborn 1999, S. 455-461.

⁶ Kösters, Christoph (Bearb.): Akten deutscher Bischöfe seit 1945. DDR 1951-1957. Paderborn 2012. Dok. 185, S. 443-336.

⁷ Abbildung in: Kösters, Christoph/Tischner, Wolfgang (Hrsg.) Katholische Kirche in SBZ und DDR. Paderborn 2005.

⁸ Hirschfeld, Michael: SOS-Ruf aus der Diaspora. Selbst- und Fremdwahrnehmungen von ostvertriebenen Katholiken und Protestanten in Niedersachsen nach dem Zweiten Weltkrieg. In: Rürup, Miriam (Hrsg.): Praktiken der Differenz. Diasporakulturen in der Zeitgeschichte. Göttingen 2009. S. 129-147, hier S. 130.

⁹ Aufhofer: Europa – Religiöse Verhältnisse. S. 84. Zur Erforschung vgl. den Themenband „Säkularisierung und Neuformatierung des Religiösen in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhundert“. In: Archiv für Sozialgeschichte, 51 (2011).

¹⁰ Rémond René: Religion und Gesellschaft in Europa. Von 1789 bis zur Gegenwart. München 2000. S. 267.

Großbölting, Thomas: Der verlorene Himmel. Glaube in Deutschland seit 1945. Göttingen 2013.

¹¹ Borutta, Manuel: Genealogie der Säkularisierungstheorie. Zur Historisierung einer großen Erzählung der Modernen. In: Geschichte und Gesellschaft. 36 (2010). S. 347-376.

- ¹² Brunn, Gerhard: Die europäische Einigung von 1945 bis heute. 3., überarb. u. aktualisierte Aufl. Stuttgart 2009, 52-58.
- ¹³ Hürten, Heinz: Der Topos vom christlichen Abendland in Literatur und Publizistik nach den beiden Weltkriegen. In: Langner, Albrecht (Hrsg.): Katholizismus, nationales Gedanke und Europa seit 1800. Paderborn 1985. S. 234-255.
- ¹⁴ Zum Beitrag der christlichen Politiker Becker, Winfried, Die europäische Einigung und die deutschen Unionsparteien. Von den Anfängen in der Nachkriegszeit bis zu Gegenwart. In: Historisch-politische Mitteilungen 1 (1994). S. 135-154. Conze, Vanessa: Zwei Europas und ein Kanzler. Europabewegungen in den 50er Jahren und ihr Verhältnis zu Konrad Adenauer. In: Hochgeschwender, Michael (Hrsg.): Epoche im Widerspruch. Ideen und kulturelle Umbrüche der Adenauerzeit. Bonn 2011. S. 234-255.
- ¹⁵ Chenaux, Philippe: Der Vatikan und die Entstehung der Europäischen Gemeinschaft. In: Grechat, Martin/Loth, Wilfried (Hrsg.): Die Christen und die Entstehung der Europäischen Gemeinschaft. Stuttgart 1994. S. 97-124., hier S. 119. Hürten, Heinz/Morawiec, Matgorzata (Hrsg.): Die europäische Integration und die Kirchen. Akteure und Rezipienten. Göttingen 2010. S. 21-34-
- ¹⁶ Chenaux: Der Vatikan. S. 101-102.
- ¹⁷ Predigt Pius XII. während der Feier des 1400. Todestag des hl. Benedikt in der Basilika St. Paul in Rom, 18.09.1947. In: Schwarz (Hrsg.): Katholische Kirche und Europa. Dok. 3, S. 4-5.
- ¹⁸ Apostolischer Brief Pauls VI. zur Einsetzung des hl. Benedikt zum Patron Europas, 24.10.1964. In: Ebd., Dok. 60, S. 99-100.
- ¹⁹ Kißner, Michael: Die Bischöfe und die deutsch-französische Annäherung nach dem Zweiten Weltkrieg. In: Historisches Jahrbuch 132 (2012). S. 110-123. Ders.: Boten eines versöhnten Europas? Deutsche Bischöfe, Versöhnung der Völker und Europaidee nach dem Zweiten Weltkrieg. In: Duchardt, Heinz/Morawiec, Malgorzata (Hrsg.): Die europäische Integration und die Kirchen. Akteure und Rezipienten. Göttingen 2010. S. 53-72.
- ²⁰ Demnächst Oboth, Jens: Pax Christi Deutschland im Kalten Krieg 1945-1957. Gründung, Selbstverständnis und Vergangenheitsbewältigung. Paderborn 2016 (i. Druck).
- ²¹ Kißner: Boten eines versöhnten Europa. S. 66
- ²² Zit. n. Judt, Tony: Geschichte Europas seit dem Zweiten Weltkrieg. Lizenzausg. F. d. Bundeszentrale für politische Bildung. Bonn 2006. S. 182.
- ²³ Chenaux: Der Vatikan. S. 117-118. Hehl, Ulrich von (Hrsg.): Adenauer und die Kirchen. Bonn 1999; darin insbesondere die Beiträge von Hürten, Heinz: Konrad Adenauer und die katholische Kirche (S.29-42) und Schwarz, Hans-Peter: Konrad Adenauer – Abendländer oder Europäer? Zur Bedeutung des Christlichen in seiner auswärtigen Politik (S. 95-115). Vgl. auch Doering-Manteuffel, Anselm: Rheinischer Katholik im Kalten Krieg. Das „christliche Europa“ in der Weltsicht Konrad Adenauer. In: Greschat, Martin/Loth, Wilfried (Hrsg.): Die Christen und die Entstehung der Europäischen Gemeinschaft. Stuttgart 1994. S. 237-246.
- ²⁴ Brief Bischof Josef Stimpfle an die Vorsitzenden der nationalen Bischofskonferenzen in Europa, 06.08.1972. In: Schwarz (Hrsg.): Katholische Kirche und Europa. Dok. 93, S. 164.
- ²⁵ Lagebericht des Arbeitskreises „Internationale Arbeit“ bei der Arbeitstagung des Zentralkomitees der deutschen Katholiken, 16.-19.04.1958. In: Schwarz (Hrsg.): Katholische Kirche und Europa. Dok. 28, S. 48-49. Lagebericht Wissborns bei der Arbeitstagung des Zentralkomitees der deutschen Katholiken in Münster, 18.-31.03.1964. In: Ebd. Dok. 49, S. 80-83.
- ²⁶ Böckenförde, Ernst-Wolfgang: Religionsfreiheit als Aufgabe der Christen. Gedanken eines Juristen zu den Diskussionen auf dem Zweiten Vatikanischen Konzil (1965), in: Ders.: Kirche und christlicher Glaube in den Herausforderungen der Zeit. Beiträge zur politische-theologischen Verfassungsgeschichte 1957-2002. 2., erw. Aufl., fortgeführt bis 2006, Berlin 2007, S. 197-212. Zum Folgenden auch die prägnante Zusammenfassungen bei Pesch, Otto Hermann: Das Zweite Vatikanische Konzil (1962-1965). Vorgeschichte, Verlauf, Ergebnisse, Nachgeschichte. Würzburg 1993. S. 306-308 sowie Rémon: Religion und Gesellschaft in Europa. S. 232-236.
- ²⁷ Mayeur, Jean-Marie u.a. (Hrsg.) : Krisen und Erneuerung (1958-2000) (=Die Geschichte des Christentums. Religion, Politik, Kultur. Bd. 13), Freiburg i. Br. 2002; darin besonders Aubert, Roger/Soetens, Claude: Resultate. S. 72-93; Mayeur, Jean-Marie: Die katholische Kirche und die internationale Politik. S. 302-311.
- ²⁸ Ansprache Pauls VI. an die Teilnehmer der Tagung der Politischen Kommission des Europarates, 02.09.1968. In Schwarz (Hrsg.): Katholische Kirche und Europa. Dok. 75, S. 134.
- ²⁹ Leustean, Lucian N.: Roman Catholicism, Diplomacy, and the European Communities, 1958-1964. In: Journal of Cold War Studies 2013. S. 53-77. Homeyer, Josef: Kirchliche Arbeit auf europäischer Ebene. Strukturen und Erfahrungen. In: Duchardt, Heinz (Hrsg.): Die europäische Integration und die Kirche. Akteure und Rezipienten. Göttingen 2010. S. 107-121.

³⁰ Rede der Kultusministerin von Rheinland-Pfalz, Hanna-Renate Laurien, beim Kongreß des europäischen Komitees für das katholische Unterrichtswesen in Straßburg, 07.01.1977. In: Schwarz (Hrsg.): Katholische Kirche und Europa. Dok. 135, S. 281.

³¹ So die zutreffende Beobachtung von Judt: Die Geschichte Europas. S. 570-571.

³² Zitate ebd. S. 570. Zum folgenden auch Kunter, Katharina: Die Kirchen im KSZE-Prozess 1968. Stuttgart 2000. S. 69-73.

³³ Joseph Kardinal Ratzinger: Europa – Verpflichtendes Erbe für die Christen. Referat anlässlich der Tagung „Europa und die Christen“ der Katholischen Akademie in Bayern in Straßburg, 25.04.1979. In: Schwarz (Hrsg.): Katholische Kirche und Europa. Dok. 198, S. 500-511.

³⁴ Referat Leo Tindemans bei der Europakundgebung des 85. Deutschen Katholikentages in Freiburg 1978. In: Schwarz (Hrsg.): Katholische Kirche und Europa. Dok. 198, S. 456-457

³⁵ Bericht Czajas im Arbeitskreis „Kirche und Heimat“ bei der Arbeitstagung des Zentralkomitees der deutschen Katholikentages in Freiburg, 10.-14.04.1962 und EntschlieÙung ebd. In: Schwarz (Hrsg.): Katholische Kirche und Europa. Dok. 36, S. 58-60. EntschlieÙung S. 51.

³⁶ Fragen und Diskussionsbeiträge des 2. Forumsgesprächs beim 82. Deutschen Katholikentages in Essen, 04.-08.09.1968. In: Schwarz (Hrsg.): Katholische Kirche und Europa. Dok. 74, S. 130.

³⁷ Zitiert nach Hummel, Karl-Joseph: Die Bischöfe und die deutsch-polnische Versöhnung nach dem Zweiten Weltkrieg. In: Historisches Jahrbuch 132 (2012). S. 124-137, hier: S. 125.

³⁸ Zum Folgenden ebd. Sowie Stempin, Arkadiusz: Das Maximilian-Kolbe-Werk. Wegbereiter der deutschen – polnischen Aussöhnung 1960-1989. Paderborn 2006.

³⁹ Judt: Die Geschichte Europas. S. 640-642.

⁴⁰ Ansprache des Krakauer Erzbischof Karol Wojtyla in Köln durch die Deutsche Bischofskonferenz, 22.05.1978. In: Schwarz (Hrsg.): Katholische Kirche und Europa. Dok. 191, S. 462.

⁴¹ Apostolisches Schreiben Johannes Paul II. über die Erhebung der Heiligen Kyrillos und Methodius zu Mitpatronen Europas. In: Schwarz (Hrsg.): Die katholische Kirche und das neue Europa 1980-1995. T. I, S. 25. Zum folgenden vgl. die treffenden Zuschreibungen bei Judt: Die Geschichte Europas. S. 672-673.

⁴² Ansprache Johannes-Paul II. an die Teilnehmer des Internationalen Kolloquiums über „Die gemeinsamen christlichen Wurzeln der europäischen Nationen“ in Rom, 06.11.1981. In: Schwarz (Hrsg.): Die katholische Kirche und das neue Europa 1980-1995, T. I. Dok. S. 49-50.

⁴³ Judt: Die Geschichte Europas. S. 673.

⁴⁴ Predigt Meisners auf dem Katholikentreffen in Dresden, 12.07.1987. In: Höllen, Martin: Loyale Distanz?: Katholizismus und Kirchenpolitik in SBZ und DDR. Ein historischer Überblick in Dokumentation. Bd. 3, Teilband 2: 1977 bis 1999. Berlin 2000. S. 178.

⁴⁵ Seifert, Katharina: Glaube und Politik. Die Ökumenische Versammlung in Beschlüssen der Europäischen Ökumenischen Versammlung zu Europa. In: Schwarz (Hrsg.): Die katholische Kirche und das neue Europa 1980-1995. T. I. Dok. 62, S. 357-379.

⁴⁶ Archiv des Zentralkomitees der deutschen Katholiken, Bonn: Erklärung des ZdK vom 21.11.1987.

⁴⁷ Ebd.

⁴⁸ In: Buchheim, Hans/Raabe, Felix (Hrsg.): Christliche Botschaft und Politik. Texte des Zentralkomitees der Deutschen Katholiken zu Politik, Staat, Verfassung und Recht. 3, erw. Aufl. Paderborn, S. 276.